



LE MOT DU CSEC

CONSTATS - ANALYSES - REVENDICATIONS

OCTOBRE 2026

SPECIAL PLAN STRATÉGIQUE

DES MILLIARDS POUR DEMAIN, MAIS QUELLE PLACE POUR LES POSTIERS ?

Les consultations du CSEC sur la situation économique et financière, les orientations stratégiques et la politique sociale pourraient être considérées comme trois exercices distincts. Elles ne le sont pas. Mises bout à bout, elles racontent au contraire la même histoire.

La Poste fait face à une évolution profonde de ses marchés. Le courrier recule, la concurrence s'intensifie dans le colis, les usages changent et les bureaux sont moins fréquentés. La Direction en tire la conclusion qu'il faut accélérer la transformation du Groupe.

Et la question est : **comment cette transformation est-elle financée et surtout qui va la porter ?**

SITUATION ÉCONOMIQUE : UNE RÉALITÉ DIFFICILE, MAIS PAS TOUTE L'HISTOIRE

La fragile situation économique de La Poste SA est réelle. En 2025, son chiffre d'affaires recule de 4,5% pour atteindre 9,8 Mds€ et son résultat d'exploitation reste déficitaire à -843 M€. Le courrier poursuit son recul et les activités historiques restent sous pression. Mais l'analyse économique ne peut pas s'arrêter à ce seul chiffre. L'expert Syncea rappelle que le coût des missions de service public atteint près de 1,6 Md€, alors que les compensations publiques ne représentent que 663 M€. Près d'un milliard d'euros reste donc à la charge de La Poste. Le rapport considère cette sous-compensation comme un élément structurel de la fragilisation économique de La Poste SA.

Dans le même temps, La Poste affiche un résultat net positif de 504 M€, notamment grâce aux dividendes versés

par ses filiales et aux mécanismes d'intégration fiscale.

L'entreprise développe de nouvelles activités mais, à ce jour, ces nouvelles activités ne représentent encore qu'environ 3 % du chiffre d'affaires et ne compensent pas la baisse des activités historiques.

Le problème économique existe donc. Mais la réponse ne peut pas être uniquement recherchée dans les économies réalisées sur les salariés. C'est précisément là que la situation économique rejoint le plan stratégique.

AMBITIONS 2031 : INVESTIR, CONQUÉRIR... AVEC MOINS DE POSTIERS ?

Avec ce plan stratégique, La Poste affiche un cap particulièrement ambitieux.

Le Groupe vise 40 Mds€ de CA en 2031, contre 34 en 2025, un résultat net part du Groupe de 2,2 Mds€ et environ 2 Mds€ par an. La stratégie repose notamment sur la conquête de nouveaux marchés, la performance opérationnelle, la transformation numérique et le développement des différentes branches. La Poste veut donc investir et accélérer.

Mais l'expertise du cabinet Explicite fait apparaître la contradiction suivante : le plan ne présente pas de véritable trajectoire des effectifs à l'horizon 2031. La Direction a néanmoins indiqué que les effectifs pourraient diminuer de 3 à 5 % sur la durée du plan, toutes Branches confondues, principalement par le non-remplacement des départs à la retraite. Il faut savoir que le Groupe a déjà perdu 8,4 % de ses effectifs depuis 2020.

Également, la diminution des effectifs, associée à la hausse du chiffre d'affaires attendue, conduira fatalement à une intensification du travail. C'est ici que le slogan « Réussir ensemble » mérite d'être confronté à la réalité car la stratégie fixe des objectifs financiers très précis mais fixe beaucoup moins précisément les moyens humains nécessaires pour les atteindre.

Le rapport souligne également que les hypothèses financières retenues pour 2026-2030 prévoient des évolutions salariales dans le cadre des NAO inférieures à l'inflation projetée, ce qui se traduit concrètement par une baisse du pouvoir d'achat.

POLITIQUE SOCIALE : LES CHIFFRES RAPPELLENT LA RÉALITÉ DU TERRAIN

La Direction présente une politique sociale articulée autour de trois principes : une entreprise attentive, qualifiante et agile.

Formation, mobilité, reconversion, santé, sécurité, qualité de vie au travail : les intentions sont nombreuses. Mais les chiffres montrent surtout une autre réalité. En 2025, La Poste SA compte 159 826 agents en fonction, contre 165 750 en 2024, soit une baisse de 3,6 % et, dans le même temps, l'entreprise enregistre 15 115 départs pour 6 838 embauches en CDI.

Le bilan n'est pas très glorieux : le taux d'absentéisme maladie atteint 7,71 % en 2025 (bien au-dessus de la moyenne nationale interentreprise) avec des risques identifiés comme les TMS, les risques psychosociaux, le risque routier, les horaires atypiques et les agressions. Aussi, le taux de fréquence des accidents du travail reste élevé.

Croisés avec la situation économique et le plan stratégique, les chiffres des effectifs, des accidents du travail et de l'absentéisme sont particulièrement révélateurs. La baisse des ressources et des effectifs, conjuguée à la recherche permanente de productivité et à la transformation des métiers, produit des effets bien réels sur le terrain. Les postiers doivent absorber toujours plus de transformations avec moins de moyens. Ces indicateurs témoignent des limites d'un modèle qui, à force de solliciter les agents et les collectifs de travail, finit par tirer trop sur le haricot.

TROIS CONSULTATIONS, UNE SEULE QUESTION : QUEL MODÈLE POUR DEMAIN ?

C'est finalement le lien entre les trois dossiers. La situation économique explique pourquoi La Poste cherche à transformer son modèle. Le plan stratégique définit cette transformation et fixe des objectifs de croissance, d'investissement et de performance. La politique sociale montre ensuite les conséquences concrètes de cette transformation sur les effectifs, les métiers, les rémunérations et les conditions de travail.

Pour FO Com, la politique sociale doit être aussi ambitieuse que la stratégie économique et ne pas être sacrifiée au nom des objectifs de performance. Investir dans l'avenir, c'est aussi recruter, transmettre les compétences, sécuriser les parcours professionnels, améliorer les conditions de travail et reconnaître les salariés par la rémunération. C'est également garantir que les missions de service public soient correctement financées afin que leur coût ne soit pas reporté sur les organisations de travail et, au final, sur les postiers.

Pour FO Com, l'avenir de La Poste ne se construira pas avec moins de postiers et toujours plus d'efforts mais en investissant dans celles et ceux qui la font vivre.